

505 L07103 / 16

373

(1945-46)

Etablissement d'un chantier de triage à
Grand-Pont (gare de Poitiers)

	C.A.	25. 4.45	11	V	1°
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.		30. 4.45			
Dépêche du M.T.P. à S.N.C.F.		14. 1.46			
Arrêté		14. 6.46	(J.O. 23. 6.46)		

Etablissement d'un chantier de triage à Grand-Pont (gare de Poitiers)

Extrait du Journal Officiel Lois

et décrets du 23 juin 1946

Arrêté du 14 juin 1946 déclarant d'utilité publique des travaux à effectuer par la Société nationale des chemins de fer dans trente-neuf départements

Le ministre des travaux publics et des transports, le ministre de l'économie nationale et le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,

Vu le décret du 30 octobre 1935 relatif à l'expropriation et à l'occupation temporaire des propriétés nécessaires aux travaux militaires ;

Vu la loi validée du 11 octobre 1940, modifiée par les articles 56 à 58 de l'acte dit loi du 31 décembre 1943 portant fixation du budget pour l'exercice 1943, tendant à simplifier les procédures d'expropriation pour l'exécution d'urgence de travaux destinés à lutter contre le chômage;

Vu l'ordonnance n° 45-2492 du 24 octobre 1945 relative à la simplification de la procédure d'expropriation en cas d'urgence;

Vu le décret n° 46-143 du 20 janvier 1946 portant règlement d'administration publique, relatif aux conditions d'application de la loi validée du 11 octobre 1940;

Sur la proposition du directeur général des chemins de fer et des transports et après avis de la commission de contrôle des opérations immobilières poursuivies par les services publics ou d'intérêt public,

Arrêtent :

Art. 1er - Sont déclarés d'utilité publique et urgents les travaux énumérés ci-après, entraînant des acquisitions de terrains, des modifications aux chemins et aux cours d'eau et faisant partie de ceux qui figurent dans les programmes de la Société nationale des chemins de fer français, actuellement en cours de réalisation (programme de reconstruction, programme quinquennal, programme spécial d'équipement, programme normal de travaux complémentaires) :

Désignation des travaux	Communes	Départements
-------------------------	----------	--------------

Région Sud-Ouest

Grand-Pont.- Création d'un triage....	Poitiers	Vienne
	Chasseneuil	
	Migné	

Art. 2 - Il sera procédé à l'acquisition des terrains nécessaires à l'exécution des travaux en se conformant aux dispositions du décret-loi du 30 octobre 1935 et de l'acte dit loi du 11 octobre 1940. La commission de contrôle des opérations immobilières poursuivies par les services publics ou d'intérêt public devra être consultée pour toutes les expropriations particulières entrant dans sa compétence.

Art. 3 - Les préfets de la ^{Vienne} ~~Nièvre~~, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal Officiel de la République française.

Fait à Paris, le 14 juin 1946.

Le ministre des travaux publics
et des transports,

Jules MOCH.

Pour le ministre de l'économie nationale,
Le chef de cabinet,

Georges REBER.

Pour le ministre de la reconstruction
et de l'urbanisme,
Le directeur du cabinet,

Jacques-Auguste MEAUDRE de SUGNY.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS
ET DES TRANSPORTS

378

Direction Générale des Chemins de fer
et des Transports

Paris, le 14 janvier 1946

Service du Contrôle Technique

3ème bureau I.F.

S.O. 304 - 49

Le Ministre des Travaux Publics
et des Transports

à Monsieur le Président du Conseil d'Administra-
tion de la Société Nationale des Chemins
de fer français.

Objet : Région Sud-Ouest - Ligne d'Orléans à Bordeaux -
Poitiers - Etablissement d'un chantier de triage
à Grand-Pont.

(+) Copie de cet-
te lettre a été
distribuée le
5/5/45

Référence; Votre lettre D. 3.300/6 du 30 avril 1945(+)

Par lettre citée en référence, vous avez soumis à mon
approbation le projet relatif à l'établissement d'un chantier de
trilage à Grand-Pont, au nord de la gare de Poitiers, sur le côté
impair de la ligne d'Orléans à Bordeaux.

Ce projet comporte l'exécution des travaux ci-après :

- un faisceau de réception et de relais de 6 voies (dont 2 éven-
tuelles) de 800 m de longueur utile, pouvant être portée faci-
lement à 900 m.;
- un faisceau de triage de 15 voies (dont 3 éventuelles) de
720 m. de longueur utile;
- deux voies de tiroir amont et aval;
- un chantier d'entretien et de dépannage;
- des bâtiments divers;
- les alimentations hydrauliques;
- les installations d'air comprimé pour les freins;
- l'équipement électrique.

La dépense est évaluée à 70.033.600 fr. M. le Préfet de la Vienne, après consultation des Municipalités et Services intéressés, a donné un avis favorable par lettre du 9 juillet 1945.

Après examen par mes Services Techniques, j'approuve comme suite et complément des travaux déclarés d'utilité publique pour l'établissement de la ligne d'Orléans à Bordeaux, le projet présenté, dont le montant, imputable sur les crédits d'engagement qui seront ouverts au budget d'établissement de l'exercice 1946, s'élève à 70.033.600 fr étant entendu que :

1°) les imputations, tant en dépenses qu'en recettes, effectuées conformément à la circulaire ministérielle du 20 mai 1902 et l'avenant du 4 mars 1942 (article 1er, paragraphe h) seront les suivantes :

I - Compte de premier établissement
(travaux complémentaires proprement dits)

Débit - Dépenses de travaux neufs évaluées
en principal à 70.033.600 fr

Crédit - Valeur primitive des installations
supprimées, évaluée en principal à 30.000 fr

II - Fonds de renouvellement

Débit - Valeur primitive des installations
supprimées, évaluée en principal à 30.000 fr

Crédit - Valeur de récupération des matériaux
évaluée à 33.600 fr

2°) La dépense à payer chaque année devra rester dans la limite des crédits de paiement inscrits à cet effet au programme de travaux complémentaires de la S.N.C.F. régulièrement approuvé pour l'exercice correspondant.

P. le Ministre et par autorisation
Le Directeur Général des Chemins de fer
et des Transports

signé : DORGES

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

Paris, le 30 avril 1945

Service Central
des Installations Fixes
et de la Construction

D. 3300/6

POITIERS

Etablissement d'un chantier
de triage à Grand Pont

Ve 39.570.336-y
27

C O P I E
Comme suite à la décision du Conseil
du 25 avril 1945

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation, en deux exemplaires, le projet ci-joint relatif à l'établissement d'un chantier de triage au droit de la bifurcation de Grand Pont, au Nord de la gare de Poitiers sur le côté impair de la ligne de Paris à Bordeaux.

La notice explicative donne la justification du projet, qui répond au besoin d'extension des installations de triage de Poitiers. Cependant, nous n'envisagions pas une réalisation immédiate des travaux, et le projet n'a, par suite, pas été prévu parmi ceux retenus lors de la préparation du projet du budget des Travaux de premier établissement pour l'exercice 1945 qui a été soumis à votre approbation le 8 janvier 1945.

Mais les destructions importantes subies par la gare de Poitiers nous obligent à reconstruire entièrement la presque totalité des installations antérieures qui, surtout en ce qui concerne le triage, étaient déjà beaucoup trop exigües. D'autre part, des difficultés de toutes sortes s'opposent à une remise en état rapide des aménagements dans une gare où les exigences du trafic nécessiteraient de nombreuses phases d'exécution.

Aussi il est apparu judicieux d'entreprendre dès que possible et de poursuivre rapidement la construction du triage de Grand Pont, dont l'exécution ne rencontrera aucune sujétion de phases et pourra être achevée dans un délai assez court.

Nous sommes, en conséquence, amenés à vous soumettre sans plus tarder, le présent projet qui sera inscrit dans nos propositions de budget pour 1946 : les crédits nécessaires pour couvrir les dépenses à engager en 1945 seront prélevés sur la somme à valoir du budget d'établissement de 1945.

Monsieur le Ministre des Travaux Publics et des Transports
Direction Générale des Chemins de fer et des Transports

.....

Je vous serais obligé de me renvoyer , après décision,
un exemplaire du projet.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance
de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

signé : FOURNIER

25 avril 1945

373

Extrait du Procès-Verbal
de la séance du Conseil d'Administration
du 25 avril 1945

-:-:-:-

.....

p. 11

QUESTION V - Projets

1°) Gare de Poitiers :

- reconstruction de la gare
- établissement d'un chantier de triage.

.....

M. LEMAIRE examine successivement les différents projets soumis au Conseil.

- Installations à Poitiers.

Dès avant la guerre, les installations de la gare de Poitiers s'étaient avérées insuffisantes et, en tout état de cause, elles auraient dû être remaniées. Les destructions dont elles ont été l'objet ont permis de mettre au point un projet d'ensemble, tenant compte notamment du rôle que cette gare aura à jouer comme gare-centre dans le nouveau régime d'acheminement accéléré. Les dispositions prévues peuvent être résumées comme il suit :

- d'une part, report au nord de Poitiers, à Grand-Pont, de la gare de triage, celle-ci devant être équipée de 16 voies dont 4 affectées à la réception et aux opérations de relais des trains;

- d'autre part, reconstruction et amélioration des installations mêmes de la gare comportant en particulier l'allongement des voies à marchandises, la création d'une halle unique d'arrivage, expéditions et transbordement, l'allongement des quais à voyageurs, l'augmentation des voies à quais et le regroupement des installations de la traction.

Le montant du projet s'élève à 253 M., dont 157 M. au compte de la Reconstruction et 96 M. au compte des Travaux Complémentaires.

.....

Le Conseil approuve les projets.

CA n° 25/4/45

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

le 12 FEVR 1945
12 janvier 1945

N O T E

pour Messieurs les Membres du Conseil d'Administration

au sujet de :

Région du Sud-Ouest

Abords de la gare de Poitiers

Etablissement d'un chantier de triage au droit de la
bifurcation de Grand Pont

La situation géographique de POITIERS assure à sa gare un rôle très important dans le trafic ferroviaire :

située sur la voie électrifiée PARIS-BORDEAUX et tête de ligne de l'artère POITIERS-LA ROCHELLE, elle est le point de transit d'un important courant de voyageurs et de marchandises entre les Régions de l'Ouest et du Sud-Ouest.

Le passage de la traction électrique à la traction vapeur entraîne, dans l'acheminement du trafic marchandises, des coupures de charge obligeant la gare à conserver d'importants reliquats de wagons jusqu'à constitution d'un train à charge complet.

Or, les installations actuelles de la gare sont très insuffisantes et la gare ne peut assurer dans des conditions satisfaisantes et sans reprises anormalement nombreuses le lotissement mis à sa charge et la formation des trains de détail.

Il était apparu depuis longtemps déjà qu'il était indispensable d'améliorer les installations du triage en créant des voies nouvelles de réception et de lotissement.

Mais la situation du chantier de triage actuel, enserré entre la Boivre et les voies principales n'est guère susceptible d'extension.

Aussi, la S.N.C.F. envisage-t-elle l'établissement d'un nouveau chantier de triage au Nord de la gare de POITIERS, côté impair de la ligne de PARIS à BORDEAUX, aux abords de la bifurcation de Grand Pont, sur des terrains peu accidentés.

L'importance de ce nouveau triage a été déterminée de façon qu'il puisse absorber la totalité du trafic de la gare de POITIERS et de la gare annexe de SAINT-BENOIT utilisée parfois dans les périodes de pointe et qui sera désormais fermée.

Le montant total du projet, entièrement imputable au compte des travaux complémentaires est évalué à 70 millions.

Le Directeur
du Service central des Installations
Fixes et de la
Construction ;

Signé : PORCHEZ

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

le 12 FEVR 1945
janvier 1945

N O T E

pour Messieurs les Membres du Conseil d'Administration

au sujet de :

Région du Sud-Ouest

Abords de la gare de Poitiers

Etablissement d'un chantier de triage au droit de la
bifurcation de Grand Pont

La situation géographique de POITIERS assure à sa gare un rôle très important dans le trafic ferroviaire :

située sur la voie électrifiée PARIS-BORDEAUX et tête de ligne de l'artère POITIERS-LA ROCHELLE, elle est le point de transit d'un important courant de voyageurs et de marchandises entre les Régions de l'Ouest et du Sud-Ouest.

Le passage de la traction électrique à la traction vapeur entraîne, dans l'acheminement du trafic marchandises, des coupures de charge obligeant la gare à conserver d'importants reliquats de wagons jusqu'à constitution d'un train à charge complet.

Or, les installations actuelles de la gare sont très insuffisantes et la gare ne peut assurer dans des conditions satisfaisantes et sans reprises anormalement nombreuses le lotissement mis à sa charge et la formation des trains de détail.

Il était apparu depuis longtemps déjà qu'il était indispensable d'améliorer les installations du triage en créant des voies nouvelles de réception et de lotissement.

Mais la situation du chantier de triage actuel, enserré entre la Boivre et les voies principales n'est guère susceptible d'extension.

Aussi, la S.N.C.F. envisage-t-elle l'établissement d'un nouveau chantier de triage au Nord de la gare de POITIERS, côté impair de la ligne de PARIS à BORDEAUX, aux abords de la bifurcation de Grand Font, sur des terrains peu accidentés.

L'importance de ce nouveau triage a été déterminée de façon qu'il puisse absorber la totalité du trafic de la gare de POITIERS et de la gare annexe de SAINT-BENOIT utilisée parfois dans les périodes de pointe et qui sera désormais fermée.

Le montant total du projet, entièrement imputable au compte des travaux complémentaires est évalué à 70 millions.

Le Directeur
du Service central des Installations
Fixes et de la
Construction ;

Signé : PORCHEZ

ETABLISSEMENT D'UN TRIAGE AUX ABORDS DE POITIERS

(au droit du Port. Sec de Grand. Pont)

— Schéma général —

